

# UNE COLÈRE FRANÇAISE

DENIS MAILLARD

Ce qui a rendu possible  
les Gilets jaunes

**L'aurore:**  
LA RÉPUBLIQUE QUE NOUS VOULONS

L'Éditions de  
Observatoire



Une colère française

## Du même auteur

*L'Humanitaire, tragédie de la démocratie*, Michalon, 2007.

*Quand la religion s'invite dans l'entreprise*, Fayard, 2017.

Denis Maillard

# Une colère française

Métamorphose  
des relations sociales

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0589-0  
Dépôt légal : 2019, mars  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2019  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*À Philippe et Henri, mes complices.  
Et à tous ceux qui feront le social demain.*



## *Introduction*

# Emmanuel Macron, un coupable irresponsable ?

Avril 2014. « Tu vois ça, c'est la pièce des négociations sociales. Eh bien, c'est fini, je ne vais plus perdre mon temps avec les syndicats ! » La salle, désormais vide, que Matteo Renzi désigne à Manuel Valls, lors d'une visite du palais Chigi, à Rome, est celle dans laquelle les Premiers ministres italiens recevaient traditionnellement les partenaires sociaux<sup>1</sup>. Pour Renzi, cette époque est révolue. Il s'agit maintenant de gagner du temps en ignorant les corps intermédiaires pour réformer sans état d'âme dans un dialogue direct avec l'opinion.

10 décembre 2018. En France, après trois semaines de mobilisation et un discours présidentiel de treize minutes, les Gilets jaunes obtiennent plus que toutes les manifestations syndicales d'ampleur nationale depuis douze ans. La dernière fois qu'un pouvoir a ainsi reculé face à la rue, c'était en 2006. À l'issue de grandes manifestations, généralement pacifiques,

1. Anecdote rapportée par Philippe Ridet dans « Comment Matteo est devenu Renzi », *M, le magazine du Monde*, 22 juin 2014.

où la jeunesse a défilé aux côtés du monde du travail, Jacques Chirac avait alors enterré le projet de contrat première embauche (CPE). Mais depuis lors, quelle que soit leur ampleur, toutes les mobilisations syndicales se sont heurtées à un mur de refus. Pire, tout au long de la crise des Gilets jaunes, les syndicats ont été fermement écartés. Une preuve de leurs insuffisances ? De leur obsolescence ? Emmanuel Macron a-t-il finalement adopté cette politique « à l'italienne » ?

Dès 2017, tout au long de sa campagne, celui-ci a annoncé la couleur. Pour le jeune candidat, syndicats et associations ne représentent pas l'intérêt général, mais se contentent d'assurer la défense de leurs adhérents, autrement dit... la défense d'intérêts particuliers. Dès qu'il accède au pouvoir, le Président met en pratique cette vision. C'est à l'État d'assumer son rôle de puissance publique et à son chef, directement élu par les Français, d'incarner le bien commun.

**« Il ne faudra pas venir nous chercher pour jouer les pompiers »**

De sa pratique – souvent qualifiée de « jupitérienne » –, syndicats et journalistes en ont déduit la volonté du Président de « détruire » les corps intermédiaires ou, du moins, de les réduire à une portion congrue. En réalité, le projet du chef de l'État – tel qu'il l'expliquait en 2011 dans un article de

la revue *Esprit* – a plutôt été d’attribuer à chaque acteur « des compétences et des moyens », afin de créer « la condition première d’une clarification des responsabilités qui permettra au citoyen comme aux acteurs économiques d’identifier des interlocuteurs et de pouvoir juger les élus sur des faits identifiables »<sup>1</sup>. Comprenez : la place et la responsabilité des syndicats sont donc naturellement et uniquement dans l’entreprise, lieu d’où ils tirent leur légitimité. Ce qui signifie que seul l’État représente l’intérêt général et, par conséquent, qu’une seule posture est possible pour le Président : l’incarnation de la Nation contre les négociations en tout genre, le décret contre la délibération qui s’enlise, et le dialogue direct contre la représentation qui détourne de l’objectif fixé.

Le 19 décembre 2017, lors d’une conférence de presse, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, s’insurgeait contre cette manière de gouverner : « Faire sans nous, expliquait-il, ce serait prendre un gros risque, parce qu’il y aura forcément des grains de sable, à un moment donné ; et il ne faudra pas venir nous chercher pour jouer les pompiers. » Prononcées un an avant la tempête des Gilets jaunes qui allait déferler sur la France, ces paroles peuvent apparaître comme prémonitoires. Un an plus tard, le 10 décembre 2018, le matin même de son allocution télévisée censée calmer la colère qui s’exprimait depuis un mois, Emmanuel Macron avait

1. Emmanuel Macron, « Les labyrinthes du politique. Que peut-on attendre pour 2012 et après ? », *Esprit*, mars-avril 2011.

pris soin de réunir les corps intermédiaires pour les prévenir de ce qu'il allait proposer aux Français.

Malmenés depuis l'accession au pouvoir du jeune président, aucun syndicat – mis à part Sud-Solidaires – n'a refusé, ce matin-là, de venir « jouer les pompiers ». Mais de quoi ce mini-sommet social était-il le signe ? D'un changement de cap dans l'approche du Président, d'un réel appel au secours ? Rien n'est moins sûr. Car on a plutôt assisté à la mise en scène traditionnelle du pouvoir face à ses corps constitués (présidents du Sénat et de l'Assemblée en tête). De fait, le soir même, alors qu'il annonçait la mise en œuvre d'un grand débat national, le Président réaffirmait sa doxa : s'adresser directement aux Français, cultiver ce tête-à-tête avec le peuple qu'il nourrit depuis bientôt deux ans, seul en scène. Encore une fois, syndicats et associations devaient se contenter d'un strapontin. Et pour le grand débat, du rôle... de simple participant. Au mois de janvier 2019, un rien contrits, Laurent Berger puis Geoffroy Roux de Bézieux, le patron des patrons, étaient forcés de reconnaître, l'un et l'autre, que depuis le 10 décembre précédent, ils n'avaient eu aucun contact avec le président de la République.

Comment juger, dans ce contexte, de l'empressement de Laurent Berger – encore lui – à demander l'ouverture de négociations nationales, à l'issue de la première journée de mobilisation des Gilets jaunes, le 17 novembre au soir ? S'agissait-il d'une preuve de maturité politique de la part d'une CFDT toujours prompte à prendre ses responsabilités historiques ?

Ou, au contraire, la confirmation d'un désarroi profond incitant la première organisation syndicale du pays à demander à être reconnue comme une interlocutrice valable par un Président qui l'avait ignorée jusqu'ici ? Démonstration de force ou peur d'être définitivement écartée ? Affirmation tranquille ou fébrilité ? Cette situation est d'autant plus intrigante qu'elle met en lumière l'un des paradoxes du moment : à l'heure où le pays semble rejeter toute prétention des syndicats à jouer un rôle de premier plan, la CFDT – l'organisation qui incarne le mieux cette démarche de responsabilité – est devenue, fin 2018, la première organisation dans le monde du travail, privé et public confondus. Quelles sont la nature de cette défiance et la situation réelle des corps intermédiaires ? A-t-on encore besoin d'eux et d'une représentation collective du monde du travail ?

Poser ces questions revient à en formuler d'autres, plus profondes, qui nous guideront tout au long de cet essai : en gagnant contre les partis et en ignorant les syndicats, Emmanuel Macron a-t-il détruit les corps intermédiaires, s'interdisant ensuite de réguler des mouvements sociaux radicaux qui naîtraient nécessairement de cette disparition ? Méfiant vis-à-vis des organisations, refusant les représentants et fuyant les négociations, le mouvement des Gilets jaunes a-t-il représenté, en retour, la créature paradoxale du président de la République ? Quoi qu'il en soit, les Gilets jaunes ont fini par éclipser des syndicats déjà mal en point.

## Un tête-à-tête sans intermédiaire

« Ça ne choque que moi ??? Il vient faire quoi, lui ? » En un seul commentaire lancé sur Facebook le 17 novembre 2018 au soir, Éric Drouet, l'un des organisateurs principaux de la révolte des Gilets jaunes, exécute sèchement l'offre de négociation que Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, vient de faire à l'exécutif « pour construire un pacte social de la conversion écologique ». Les syndicats ? Pour la plupart des Gilets jaunes, ils sont *persona non grata* ! Et le président de la République n'accordera pas davantage d'importance à l'offre du premier syndicat français. Au début de la crise, Emmanuel Macron choisit de rester seul face aux Gilets jaunes. Tout l'après-midi du 17 novembre, puis lors des manifestations ultérieures, ceux-ci tenteront d'ailleurs d'atteindre l'Élysée pour lui parler. Sans succès, même si le premier samedi ils réussissent à s'approcher à moins de 100 mètres du Palais. Durant ces quelques semaines, entre mi-novembre 2018 et début janvier 2019, il n'y aura plus rien entre le Président et ceux qui le conspuent, rien entre le pouvoir et la rue. Hormis des cordons de CRS et de gendarmes mobiles. Partis ? Syndicats ? Journalistes ? Aucun des intermédiaires habituels ne trouve grâce aux yeux des révoltés qui cultivent aussi cette défiance à l'égard de leurs propres représentants. Mounir Mahjoubi, le secrétaire d'État au Numérique, tentera bien de s'insérer dans l'une des conversations

du plus important groupe Facebook<sup>1</sup> de Gilets jaunes, demandant à discuter et négocier... Peine perdue ! Aucun ne prendra véritablement la peine de lui répondre ; personne, surtout, ne reconnaît le représentant de l'État. Décembre 2018 met en scène le deuxième acte de ce « dédagisme » qui avait saisi la France en avril-mai 2017 et porté Emmanuel Macron au pouvoir. Aucun parti ne profite de la période ; aucun syndicat n'arrive à se hisser dans le train de la contestation et, malgré des heures de direct, de reportages aux quatre coins de la France et de micros tendus, les médias sont toujours accusés de mensonge, des journalistes sont molestés... Ces Français ne veulent parler qu'au Président. Directement.

Emmanuel Macron porte une responsabilité indéniable dans la crise des Gilets jaunes. Mais contrairement à l'analyse de certains leaders syndicaux, ce n'est pas celle d'avoir tenu les corps intermédiaires loin de lui. C'est avant tout de s'être montré impuissant à améliorer le quotidien de ceux qui – individuellement – se sont révoltés. Chacun d'entre eux a eu le sentiment, à travers la hausse des taxes sur le carburant notamment, que son sort personnel (et celui de sa famille) se dégradait. À travers le duel « politiques publiques contre destins individuels », se loge la clé du malentendu entre le Président et son peuple. Pourtant, en réformant à marche forcée, le chef de l'État a cru, probablement de bonne foi, tenir sa promesse de transformer la société. Il n'a recueilli

1. <https://www.facebook.com/groups/262974177695789/about/>